

# TABLE DES MATIÈRES

## I - DONNÉES CHIFFRÉES

A - DIVORCE ET SÉPARATION DE CORPS (pensions, prestations compensatoires, dommages-intérêts, autorité parentale)	
1 - Cour d'appel de Pau .....	p. 219
B - RESPONSABILITÉ (I.T.T., I.P.P., Pretium doloris, Préjudice esthétique, Préjudice d'agrément, tableaux nouvelle nomenclature des préjudices corporels)	
1 - Cour d'appel de Pau .....	p. 227

## II - PANORAMA DE JURISPRUDENCE JURISPRUDENCE JUDICIAIRE

### A - DROIT CIVIL

#### 1 - PERSONNES - INCAPACITÉS

- Suppression de tout encadrement ou restriction aux droits de communication et de rencontre de la personne protégée avec les membres de sa famille (9 février 2017), **obs. Maryline Bruggeman** ..... n° To.1980, p. 321
- 1) Recevabilité de l'appel formé contre la décision de ne pas entendre le majeur protégé. 2) Caractère infondé de la décision de ne pas entendre le majeur (9 février 2017), **obs. Maryline Bruggeman** ..... n° To.1981, p. 322
- 1) Recevabilité de l'appel formé contre l'ordonnance de placement sous sauvegarde de justice et désignant un mandataire spécial. 2) Caractère injustifié de la désignation d'un mandataire spécial pour le majeur sous sauvegarde de justice (9 février 2017), **obs. Maryline Bruggeman** ..... n° To.1982, p. 324
- Réformation d'une décision portant ouverture d'une curatelle renforcée sans que son utilité soit établie (2 mars 2017), **obs. Maryline Bruggeman**..... n° To.1983, p. 326
- 1) La durée de la tutelle ne peut être fixée à 10 ans sans respecter les conditions posées à l'article 441 du Code civil. 2) Le droit de vote ne peut être supprimé au majeur sous tutelle sans que soit établie son absence de lucidité sur le plan politique (28 mars 2017), **obs. Maryline Bruggeman** ..... n° To.1984, p. 327
- La demande de modification de la clause bénéficiaire des contrats d'assurance-vie conclus par le majeur sous

tutelle doit être rejetée faute d'établir la volonté de ce dernier (28 mars 2017), **obs. Maryline Bruggeman** .... n° To.1985, p. 328  
- Suppression du second prénom du requérant sur son acte de naissance en raison de sa volonté d'intégration dans la communauté française (27 mai 2017), **obs. Marine Monteil** ..... n° To.1986, p. 329

## 2 - MARIAGE - DIVORCE

- Refus d'accorder la prestation compensatoire aux époux qui n'apportent ni l'un ni l'autre la preuve d'un sacrifice professionnel pour l'éducation des enfants ou la carrière du conjoint (4 avril 2017) ..... n° AB.2594, p. 241  
- Refus d'accorder la révision de la prestation compensatoire fixée sous forme de rente viagère en cas de départ à la retraite du débiteur (18 mai 2017) ..... n° AB.2595, p. 241  
- Allocation d'une pension alimentaire au titre de devoir de secours pour l'épouse (31 janvier 2017) ..... n° Pa.2551, p. 287  
- Rétablissement des mesures provisoires supprimées par le juge de la mise en état en raison d'un fait nouveau (1<sup>er</sup> mars 2017) ..... n° Pa.2552, p. 287  
- Diminution de la prestation compensatoire pour l'ex-mari (28 mars 2017), **obs. Alexis Alvarez Elorza** ..... n° Pa.2553, p.288  
- Divorce aux torts exclusifs de l'époux, condamné pour tentative d'homicide volontaire aggravé à l'encontre de son épouse (9 mai 2017) ..... n° Pa.2554, p. 291

## 3 - CONCUBINAGE - PACS

### 4 - FILIATION

- La preuve du caractère mensonger de la reconnaissance ne suffit pas à établir la fraude à la loi (16 mai 2017), **obs. Léa Juzan** ..... n° To.1987, p. 330  
- Le refus de se soumettre à une expertise génétique, non corroboré par des éléments extérieurs, ne permet pas d'établir la filiation (19 avril 2017), **obs. Léa Juzan** ..... n° To.1988, p. 331

### 5 - AUTORITÉ PARENTALE

- Limitation du droit de visite et d'hébergement de la grand-mère ayant un comportement adapté en raison du divorce des parents (9 mai 2017) ..... n° AB.2596, p. 242  
- Fin de la résidence alternée et fixation de la résidence habituelle des enfants chez le père à la suite du déménagement de la mère (30 mai 2017) ..... n° AB.2597, p. 243  
- Père déchu de l'autorité parentale sur ses enfants en raison de troubles ne lui permettant plus de faire

preuve du discernement et de l'autonomie nécessaire dans les actes de la vie courante (30 mai 2017) ..... n° AB.2598, p. 243  
- Attribution de l'exercice exclusif de l'autorité parentale à la mère. Mainlevée de la mesure d'interdiction de sortie du territoire français de l'enfant mineure sans l'autorisation des deux parents (14 février 2017).....n° Pa.2555, p. 292  
- Résidence de l'enfant chez le père en dépit de son comportement portant atteinte au droit de visite et d'hébergement de la mère (27 avril 2017), **obs. Clémence Bensa** ..... n° To.1989, p. 332

#### 6 - *RAPPORTS FAMILIAUX - OBLIGATION ALIMENTAIRE*

#### 7 - *RÉGIMES MATRIMONIAUX - SUCCESSIONS - LIBÉRALITÉS*

- Absence d'indemnité due par le cohéritier au titre de la jouissance gratuite de l'appartement mis à disposition par le *de cuius* pendant trente-cinq ans en raison de l'absence d'appauvrissement de ce dernier (4 avril 2017) ..... n° AB.2599, p. 244  
- La femme est déboutée de sa demande de salaire différé à l'encontre de son ex-époux. (9 mai 2017), **obs. Alexis Alvarez Elorza** .....n° Pa.2556, p. 293

#### 8 - *BIENS - PROPRIÉTÉ - DROITS RÉELS*

- Conditions d'introduction d'une action en bornage par un co-indivisaire (23 mars 2017)..... n° AB.2600, p. 244  
- Troubles anormaux de voisinage pour risque d'effondrement de constructions (28 février 2017)..... n° AB.2601, p. 245  
- La prolifération de lapins sauvages sur un fonds relève de la théorie des troubles anormaux du voisinage (24 avril 2017), **obs. Lionel Bosc** ..... n° To.1990, p. 333  
- La bonne foi et la preuve d'un juste titre sont nécessaires à la reconnaissance de l'usucapion abrégée (22 mai 2017), **obs. Lionel Bosc**..... n° To.1991, p. 334

#### 9 - *SÛRETÉS - PUBLICITÉ FONCIÈRE*

- Obligation de règlement et appréciation de la disproportion du cautionnement du solde débiteur d'un compte courant (2 mai 2017)..... n° AB.2602, p. 246  
- Rejet de la nullité des cautionnements sur le fondement de l'article L.650-1 du Code de commerce mais caractérisation de la disproportion d'un deuxième cautionnement (15 mai 2017).....n° Pa.2557, p. 294  
- Preuve de la proportionnalité du cautionnement (30 novembre 2015), **obs. Sophie Atsarias** ..... n° To.1992, p. 335

## 10 - OBLIGATIONS EN GÉNÉRAL

- Action en répétition de l'indu d'une société contre la maîtresse d'un comptable (7 mars 2017)..... n° AB.2603, p. 248
- Nullité d'une vente de terrain pour réticence dolosive sur le changement de classement du terrain à la suite de la révision du POS (23 mai 2017) .....n° Pa.2558, p. 296
- Caducité d'un contrat d'agent commercial exécuté pendant 3 ans en raison de l'absence de justification de l'affiliation aux organismes sociaux (16 mars 2017) .....n° Pa.2559, p. 296
- La réparation de l'inexécution contractuelle se rajoute à la sanction de la clause pénale, double peine pour le franchisé (3 mai 2017), **obs. Bastien Alidor** ..... n° To.1993, p. 336
- L'interdépendance contractuelle en présence d'une location financière (5 avril 2017), **obs. Bastien Alidor** n° To.1994, p. 337

## 11 - CONTRATS CIVILS

- Rupture d'un contrat de mise en pension de chevaux (9 février 2017)..... n° AB.2604, p. 248
- Défaut de responsabilité d'un transporteur du fait du décès du cheval transporté (13 avril 2017)..... n° AB.2605, p. 249
- Contribution de la victime à son propre dommage par son manque de prudence et sa négligence (20 avril 2017).....n° Pa.2560, p. 297
- Manquement du vendeur de tracteur d'occasion à son obligation de délivrance conforme (18 avril 2017) ..... n° To.1995, p. 338
- Le vendeur d'un bien indivis emprunte de l'argent au futur acquéreur : le flou du délai de prescription de l'action en remboursement (13 mars 2017), **obs. Bastien Alidor** ..... n° To.1996, p. 339

## 12 - DROIT IMMOBILIER - COPROPRIÉTÉ

## 13 - CONSTRUCTION

## 14 - RESPONSABILITÉ CIVILE

- Indemnisation du préjudice moral d'une victime d'agressions sexuelles subies durant son enfance (15 février 2017)..... n° AB.2606, p. 250
- Indemnisation de la victime de violences et compétence du tribunal (30 janvier 2017)..... n° AB.2607, p. 250
- Responsabilité du propriétaire d'un chien ayant mordu un enfant (9 février 2017) ..... n° AB.2608, p. 251
- Défaut de responsabilité de l'exploitant d'un château du fait d'une chute dans un escalier (8 mars 2017) ..... n° AB.2609, p. 252
- Défaut de responsabilité de la dénonciatrice de faits de violences et de viols commis par son compagnon (5 avril 2017) ..... n° AB.2610, p.253

- Partage de responsabilité entre un magasin et le père d'un enfant victime d'un accident (5 avril 2017) ..... n° AB.2611, p. 254
- Accident de la circulation impliquant un tramway (5 avril 2017) ..... n° AB.2612, p. 255
- Réduction de l'indemnisation de la victime conductrice d'un cyclomoteur (10 avril 2017) ..... n° AB.2613, p. 256
- Exclusion de l'indemnisation d'un conducteur victime n'étant pas resté maître de son véhicule (1<sup>er</sup> février 2017) ..... n° AB.2614, p. 256
- Préjudice d'agrément consistant en l'impossibilité de maintenir une pratique régulière amateur du violon chiffré à 10.000€ (9 mai 2017) ..... n° Pa.2561, p. 298
- Pas de responsabilité du fait personnel ni des parents du fait de l'enfant en raison d'une cause étrangère présentant les caractères de la force majeure (vague de bord) (3 mai 2017) ..... n° Pa.2562, p. 298
- Des actions fondées sur la responsabilité du fait des choses ou sur le trouble anormal du voisinage ne peuvent prospérer lorsque l'événement qui a donné lieu à la situation présente les caractères de la force majeure (glissement de terrain) (7 mars 2017) ..... n° Pa.2563, p. 299

#### 15 - SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS

- Est abusive la clause, insérée dans un contrat de crédit, créant un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties (9 janvier 2017), **obs. Sophie Atsarias** ..... n° To.1997, p. 340

### B - DROIT COMMERCIAL ET DROIT DES SOCIÉTÉS

#### 1 - CONTRATS COMMERCIAUX

- Conditions d'annulation d'une cession de fonds de commerce pour défaut d'information sur le montant du chiffre d'affaires (10 avril 2017) ..... n° AB.2615, p. 257
- Rappel des conditions de validité d'une offre réelle de reprise d'un fonds de commerce (16 mai 2017) ..... n° AB.2616, p. 258
- Clause abusive dans un contrat de vente de mobil-home et de location d'emplacement prévoyant un gage sur ce mobil-home (16 mai 2017) ..... n° Pa.2564, p. 300
- Méthode d'évaluation d'un loyer révisé pour un hôtel à Lourdes (20 avril 2017) ..... n° Pa.2565, p. 301
- Calcul de l'indemnité compensatrice d'un agent commercial (22 mai 2017) ..... n° Pa.2566, p.302
- Des relevés GPS inopérants à établir la réalité d'une livraison de fruits et légumes (5 avril 2017) ..... n° To.1998, p. 341
- Nullité du congé portant refus de renouvellement du bail dès lors que le motif invoqué par le bailleur

(démolir pour reconstruire) est frauduleux (22 mai 2017)..... n° To.1999, p. 342

## 2 - CONCURRENCE - CONSOMMATION

## 3 - PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

## 4 - DROIT BANCAIRE

- Articulation de la prescription cambiaire et de la prescription de droit commun de l'action en paiement d'une lettre de change (9 mai 2017) ..... n° AB.2617, p. 260

- Prescription d'une action en nullité d'un crédit (30 mai 2017).....n° Pa.2567, p. 302

- Absence de faute de la banque dans le cadre d'une convention de fourniture d'un terminal de paiement (20 avril 2017) .....n° Pa.2568, p. 303

- La caution ne démontre pas que l'établissement de crédit a manqué à son obligation de mise en garde ou a commis une faute au sens de l'article 2314 du Code civil (24 mai 2017), **obs. Sophie Atsarias**..... n° To.2000, p. 342

## 5 - SOCIÉTÉS / ASSOCIATIONS

- Conditions d'annulation d'un coup d'accordéon pour abus de majorité (28 mars 2017) ..... n° AB.2618, p. 261

- Pas de convocation de l'usufruitier de droits sociaux autre que l'affectation des résultats (13 avril 2017) .....n° Pa.2569, p. 304

- Conditions de la nomination d'un huissier par ordonnance non contradictoire afin d'assister à une assemblée générale (21 mars 2017), **obs. Mathilde Dols-Magneville** ..... n° To.2001, p. 344

## 6 - DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

- Rappel des conditions d'engagement de la responsabilité d'un créancier du fait des concours consentis au débiteur en liquidation judiciaire (4 mai 2017)..... n° AB.2619, p. 262

- Inapplication du régime juridique de l'expertise judiciaire de droit commun au technicien désigné par le juge-commissaire et conditions d'extension de la procédure collective à des tiers (9 mai 2017) ..... n° AB.2620 p. 264

- Validité d'un plan de redressement sans consultation des créanciers (22 mai 2017).....n° Pa.2570, p. 304

- La commercialisation croissante d'un objet breveté caractéristique d'une possibilité sérieuse de redressement (27 avril 2017) ..... n° To.2002, p. 345

## C - PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

## D - DROIT DES ASSURANCES

- Recours subrogatoire de l'assureur à l'encontre de l'auteur d'un incendie déclaré coupable de destruction du bien d'autrui (20 avril 2017)..... n° AB.2621, p. 266
- Preuve d'un sinistre remplissant les conditions de mise en jeu de la garantie (13 avril 2017) ..... n° AB.2622, p. 266
- 1) Validité de la clause aménageant des conditions de mise en jeu de la garantie. 2) Absence de démonstration de la réunion des conditions de mise en jeu de la garantie (13 avril 2017)..... n° AB. 2623, p. 267
- La prescription biennale de l'article L.114-4 du Code des assurances n'est pas applicable à l'action en répétition de l'indu (19 avril 2017), **obs. Pierre-Yves Ardoy** .....n° Pa.2571, p. 305
- L'assureur ne doit pas sa garantie en cas de faute dolosive de l'assuré (4 avril 2017) .....n° Pa.2572, p. 306

## E - DROIT DU TRAVAIL

- Licenciement d'un salarié dont l'origine de l'inaptitude est contestée (23 mars 2017) ..... n° AB.2624, p. 268
- Non-respect de l'obligation préalable de reclassement dans le cadre d'un licenciement pour motif économique (11 avril 2017) ..... n° AB.2625, p. 269
- Défaut de caractérisation d'une situation de harcèlement moral en l'absence d'attestations relatant des faits précis et répétés (23 mai 2017) ..... n° AB.2626, p. 269
- Existence et rupture du contrat de travail de l'associé minoritaire d'une société (21 mars 2017) ..... n° AB.2627, p. 270
- Résiliation judiciaire du contrat de travail du salarié suite à l'interdiction d'accéder aux locaux en raison de son refus d'un poste d'agent public (14 mars 2017) ..... n° AB.2628, p. 270
- Caractérisation d'un contrat de travail entre un organiste et l'association diocésaine (11 mai 2017).....n° Pa.2573, p. 307
- Prise d'acte produisant les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse en raison d'un harcèlement moral établi (6 avril 2017) .....n° Pa.2574, p. 307
- Prise d'acte produisant les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse en raison du manquement à l'obligation de santé et de sécurité ainsi qu'à une obligation de confidentialité (6 avril 2017) .....n° Pa.2575, p. 308
- Licenciement pour faute grave du salarié faisant montre d'insubordination et ayant divulgué des informations confidentielles dans un contexte de redressement judiciaire de l'entreprise dirigée par son ex-épouse (8 décembre 2016).....n° Pa.2576, p. 309
- Licenciement pour faute grave du salarié coupable de détournements par l'utilisation pour son seul usage d'une

- carte de fidélité d'un tiers, indépendamment du caractère minime du préjudice résultant de la fraude (20 avril 2017). n° Pa.2577, p. 309
- Licenciement pour faute lourde du salarié qui retient et détourne des documents de l'employeur et les utilise pour une activité concurrente (8 décembre 2016)..... n° Pa.2578, p. 310
  - Licenciement pour faute lourde du salarié pour tentative de détournement d'actifs par l'enregistrement de marques appartenant à la société mère de son employeur (26 janvier 2017)..... n° Pa.2579, p. 310
  - Licenciement sans cause réelle et sérieuse d'un salarié candidat aux fonctions de membre élu du CHSCT (5 janvier 2017)..... n° Pa.2580, p. 311
  - Manquement de l'employeur à son obligation de sécurité de résultat en n'accordant pas au salarié l'ensemble des congés dus (2 mars 2017) ..... n° Pa.2581, p. 312
  - Manquement de l'employeur à son obligation d'adaptation (21 avril 2017), **obs. Marie Junqua**..... n° To.2003, p. 346
  - Garantie de fond prévue par la charte du football professionnel applicable en cas de rupture du contrat de travail pour inaptitude (21 avril 2017), **obs. Carole Dupouey-Dehan**..... n° To.2004, p. 347
  - Licenciement justifié d'un salarié en raison d'un message publié sur un réseau social (24 mars 2017), **obs. Luc de Montvalon**..... n° To.2005, p. 348
  - La volonté de démissionner peut être exprimée par SMS (24 mars 2017), **obs. Luc de Montvalon**..... n° To.2006, p. 349
  - La fermeture annuelle pour congés ne suspend pas le préavis du salarié démissionnaire (18 novembre 2016), **obs. Luc de Montvalon** ..... n° To.2007, p. 350
  - Abus du droit d'ester en justice et escroquerie du salarié au préjudice de son employeur (17 mars 2017). ..... n° To.2008, p. 351
  - La nécessaire preuve de l'existence du préjudice en cas de licenciement irrégulier (3 mars 2017), **obs. Marie Junqua** ..... n° To.2009, p. 352
  - Un arrêt maladie de trois jours ne suffit pas à présumer que l'employeur avait connaissance de l'état de grossesse de la salariée (17 mars 2017), **obs. Fanny Jeantet** ..... n° To.2010, p. 353
  - Rupture abusive d'une période d'essai suivant une aide de formation préalable au recrutement (3 mars 2017), **obs. Nadège André**..... n° To.2011, p. 354
  - Exercice irrégulier du droit de grève par le syndicat professionnel et actes dommageables pour l'entreprise (24 février 2017), **obs. Carole Dupouey-Dehan** ..... n° To.2012, p. 355

## F - DROIT DE LA SÉCURITE SOCIALE

- Faute inexcusable de l'employeur qui confie une tâche dangereuse à un salarié sans consigne ou directive (15



- décembre 2016) .....n° Pa.2582, p. 312
- Mode de calcul des indemnités journalières de congé maternité pour une intermittente du spectacle (15 décembre 2016) .....n° Pa.2583, p. 313
- L'agression verbale brutale et inattendue d'un salarié par deux autres justifie un arrêt de travail pour anxiété généralisée sur harcèlement moral et entraîne la qualification d'accident de travail (26 janvier 2017) .....n° Pa.2584, p. 314
- Pas de prise en charge intégrale des trajets médicaux en l'absence de consultation d'urgence (18 mai 2017).....n° Pa.2585, p. 314
- Vaccination contre l'hépatite B constituant un accident du travail (31 mars 2017), **obs. Geoffrey Dumoulin** ..... n° To.2013, p. 356

#### G - DROIT PROFESSIONNEL

- Absence de nécessité d'interroger les ordres des professions réglementées pour une signification par procès-verbal de recherches infructueuses (10 mai 2017), **obs. Mélanie Chevreul** ..... n° AB.2629, p. 271

#### H - DROIT DES TRANSPORTS

#### I - DROIT MARITIME

#### J - DROIT RURAL

#### K - PROCÉDURE CIVILE ET VOIES D'EXÉCUTION

- Compétence à raison de la matière (30 janvier 2017) ..... n° AB.2630, p. 273
- Absence d'abus du droit d'agir en justice du seul fait du mal fondé de l'action des intimés devant la juridiction administrative (5 octobre 2016)..... n° AB.2631, p. 273
- Compétence du tribunal de commerce liée à une contestation relative à une société commerciale pour des faits de concurrence déloyale (9 novembre 2016) ..... n° AB.2632, p. 274
- Communication électronique entre avocats hors RPVA à avocat ne vaut pas notification entre avocats (15 décembre 2016)..... n° AB.2633, p. 274
- Régularisation d'une fin de non-recevoir liée au défaut de détermination de la qualité de la partie attaquée (2 mars 2017)..... n° AB.2634, p. 275
- Fin de non-recevoir d'une demande de réparation du préjudice d'anxiété (23 mars 2017) ..... n° AB.2635, p. 275
- Choix entre le recours afin d'aménager ou arrêter l'exécution provisoire (23 mars 2017)..... n° AB.2636, p. 276
- Sursis à exécution pour moyens sérieux de réformation : prescription interrompue pendant la durée de la procédure collective (6 avril 2017)..... n° AB.2637, p. 276

- Impossibilité de demander la caducité d'un jugement réputé contradictoire ou rendu par défaut en vertu de l'article 478 du code de procédure civile (10 mai 2017), **obs. Mélanie Chevreul**..... n° AB.2638, p. 276
- Pas d'incidence de l'omission de la mention EIRL pour la validité des actes de procédure (22 mai 2017).....n° Pa.2586, p. 315
- Compétence des juridictions du lieu de l'acquéreur pour une saisie de droits sociaux (30 mai 2017).....n° Pa.2587, p. 316
- Régularisation d'une fin de non recevoir en appel pour une expertise de gestion (23 mai 2017) .....n° Pa.2588, p. 316
- L'appréciation du délai suffisant pour mettre en œuvre une procédure contradictoire (21 mars 2017), **obs. Marie Dochy** ..... n° To.2014, p. 358
- De la répartition des compétences entre juge de l'exécution et tribunal des affaires de la sécurité sociale (23 mars 2017)..... n° To.2015, p. 359
- La distinction pilote/pilotage de montgolfière devant le juge des référés (6 avril 2017) ..... n° To.2016, p. 360
- Les tribulations d'une demande d'expertise *in futurum* à l'utilité tout de même discutable (6 avril 2017), **obs. Paul Cazalbou** ..... n° To.2017, p. 361
- Recevabilité des demandes nouvelles à la suite de la révélation d'un fait (22 mai 2017), **obs. Marie Dochy** ..... n° To.2018, p. 362

#### L - DROIT PÉNAL

- Motivation de la décision prononçant une peine d'emprisonnement mixte (1<sup>er</sup> juin 2017), **obs. Evelyne Bonis**..... n° AB.2639, p. 279
- Requalification du délit de recel de vol en récidive en vol en état de récidive légale (15 décembre 2016).....n° Pa.2589, p. 317
- Condamnation pour apologie publique d'un attentat de terrorisme à un prévenu ayant une personnalité atypique et immature (8 décembre 2016).....n° Pa.2590, p. 317
- Condamnation d'un prévenu pour abus de vulnérabilité ayant émis différents chèques depuis le compte bancaire de sa mère conduisant à son interdit bancaire (15 décembre 2016) .....n° Pa.2591, p. 318
- Le principe de personnalité des peines impose aux juges d'adapter la sanction pénale à la personnalité de l'auteur et aux circonstances entourant la commission de l'infraction justifie le prononcé d'une peine de 8 mois d'emprisonnement ferme (9 août 2016), **obs. Hélène Christodoulou**..... n° To.2019, p. 364

#### M - PROCÉDURE PÉNALE

- Prescription de l'action publique en matière de diffamation publique (8 juin 2017), **obs. Evelyne Bonis** .. n° AB.2640, p. 281

N - DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

O - DROIT EUROPÉEN

**III - DÉCISIONS COMMENTÉES - ÉTUDES**

- Action en répétition de l'indu d'une société contre la  
maîtresse d'un comptable (7 mars 2017), note **Tiphaine**

**Dourges** .....C.634, p. 369

**IV - LE POINT SUR**

**V - INDEX ALPHABÉTIQUE** ..... p. 381

**VI - TABLE DES MATIÈRES**..... p. 389